

WELCOME A TOUS LES MIGRANTS

Après 2015, en 2016 la « crise » des migrants persiste : les causes perdurent et les « solutions » préconisées la renforcent.

Les causes des mouvements migratoires (guerres, conflits, persécutions, mafia, dérèglement climatique, misère) sont toujours là. La dangerosité des parcours ne fait qu'augmenter puisque l'Europe a donné les moyens supplémentaires à la **Frontex**, pour dresser des murs. La politique de l'Europe n'est pas guidée par la volonté de protéger des vies humaines mais, au nom de la « lutte contre les passeurs », par la mise à distance des migrants et des réfugiés.

La question des migrants fait moins la une des journaux, pourtant le drame continue. Les coûts et les risques du voyage augmentent en même temps que le coût de la surveillance des frontières, ce qui fait les affaires du petit ou grand business.

Les discours politiques des pouvoirs en place diffusent la notion du bon ou du vrai réfugié qui mérite d'être accueilli, et celui qui serait une menace. Les migrants, comme les pauvres sont criminalisés pour justifier l'arsenal des contrôles, de la surveillance, du tri, du refoulement, du mépris, de la violence, de l'arbitraire.

Ces politiques sont irresponsables et criminelles. Elles distillent la suspicion, le repli sur soi, là où la solidarité devrait s'imposer.

Si les pouvoirs en place sont aveugles et irresponsables, des hommes et des femmes individuellement ou organisés s'indignent, dénoncent et osent «la solidarité» envers les personnes à qui les droits sont bafoués.

Partout en Europe des populations ont affiché des « **WELCOME** » !

Situation à Bourg en Bresse et dans l'Ain ...

Comme ailleurs, en 2015 en même temps que les autorités de l'Etat et des collectivités « ignoraient » la situation des Demandeurs d'Asile non hébergés, des élans de solidarité se sont manifestés aux côtés du collectif qui lui existe depuis plusieurs années. C'est ainsi que plusieurs familles ou jeunes majeurs font l'objet d'une mise à l'abri solidaire chez des particuliers ou dans des logements prêtés. Le collectif a présenté un projet « les alternatives à la rue » à l'agglo, pouvant impliquer conjointement les moyens de l'Etat, de l'agglo et des associations. Projet resté « lettre morte »...

Parallèlement à cela en octobre, deux familles sans logement ont trouvé refuge dans les locaux abandonnés appartenant à Emmaüs. Depuis d'autres familles sont venues s'y abriter. 9 familles y sont actuellement, 40 personnes dont 16 mineurs, qui vivent là dans des conditions de grande précarité.

Les membres du collectif construisent une solidarité envers ces migrants « ignorés », laissés sans droits sur notre territoire et affirment : « les droits : ça se partage sinon ça se perd !»

Aucun être humain n'est illégal !